Suisse sans armée : la déroute des fondamentalistes

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1497

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010804

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La déroute des fondamentalistes

Autogoal du GSsA pour sa deuxième initiative contre l'armée. Au-delà de son échec, il offre une dangereuse légitimation aux opposants à l'ONU.

La faiblesse des fondamentalistes, c'est qu'ils sont incapables de prendre en compte les informations externes à leur système de pensée. Obnubilés par leur cause, ils en viennent à agir de manière contre-productive. Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) vient d'en faire la démonstration.

Sa première initiative, appuyée par 35,6% des votants en 1989, fit l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel sans nuage de l'Helvétie. Pour la première fois, on osait attaquer de front et radicalement un pilier de la société suisse. Quant au résultat, il dépassait toutes les espérances des initiants et plongeait l'officialité dans la perplexité: on se souvient de la stupeur d'Arnold Koller, alors chef de ce qui s'appelait encore le Département militaire, ce soir du 26 novembre 1989.

Qu'ont voulu dire à cette époque les opposants, parmi lesquels les antimilitaristes résolus ne représentaient qu'une minorité? Entre autres que la Suisse ne pouvait ignorer la fin du monde bipolaire et les modifications dans la nature des menaces à notre sécurité, que la Suisse se trouvait au centre de l'Europe, que les effectifs et le budget de l'armée ne correspondaient plus à la situation nouvelle. Malgré son échec devant le peuple, l'initiative a contribué à faire tomber de son socle la vache sacrée. En ce sens elle fut un vrai succès.

C'est bien ce qu'ont compris les pères fondateurs du GSsA en s'opposant au lancement d'une nouvelle initiative; on n'abat pas deux fois un mythe. Car depuis 1989, l'armée est l'objet d'âpres débats et a perdu de son attrait. Elle n'est plus l'instance de formation des élites civiles; l'économie la considère comme un mal nécessaire mais coûteux; son budget est contesté jusque dans les rangs bourgeois. Le concept «Armée 95», parce qu'insuffisamment radical, a fait long feu. Aujourd'hui, c'est d'un modèle réduit dans le cadre de la coopération européenne qu'on discute. Et les projets d'armement de l'état-major ne passent plus comme lettre à la poste devant le parlement. De cette évolution, le GSsA n'a tenu compte. Il en paie le prix démocratique: un soutien en chute libre et une capacité de mobilisation très affaiblie. En 1989 il pouvait attirer 68,6% du corps électoral aux urnes; douze ans plus tard, avec 39,4%, il ne fait pas mieux que la participation dominicale habituelle.

Et le prix risque d'être plus lourd encore. En offrant sur un plateau l'occasion de renouveler la légitimation démocratique du principe de la défense armée, le GSsA a pris le risque de renforcer la position de toutes celles et ceux qui refusent l'adhésion de la Suisse à l'ONU au nom d'une conception archaïque de la neutralité dans l'isolement. Est-ce un hasard si l'UDC a démarré sa campagne contre l'ONU au moment même où se terminait celle sur la suppression de l'armée? *jd*

La fin des idéaux des années nonante

Voilà donc la grande épopée du pacifisme suisse terminée. Voilà aussi qu'est enterrée l'idée d'une taxe sur les énergies. On peut rapprocher les deux résultats du scrutin populaire du week-end dernier du vote sur l'initiative «Oui à l'Europe», rejetée à une très large majorité, en mars de cette année.

Les belles promesses, lâchées dans l'air du temps, il y a dix ans, sont visiblement mortes.

En 1989, pourtant, la suppression de l'armée était acceptée par plus d'un tiers des Suisses; le refus de l'EEE, en 1992, faisait naître l'idéal communautaire. Les taxes énergétiques représentaient la solution parfaite au problème de la société de consommation. Médias, opinion publique, monde politique et économique ont débattu de l'armée, de l'Europe, de l'environnement. De ces débats a émergé toute une génération de jeunes politiciens, aujourd'hui trentenaires et ayant rejoint les rangs des partis institutionnels. Le GSsA s'est atomisé et le mouvement pro-européen, le NOMES, s'est dissout. Entre-temps, l'armée a amorcé sa mue, l'idéal européen a accouché, péniblement, des bilatérales, et des mesures incitatives sont prises pour limiter la production d'énergies polluantes.

Sous l'impulsion de ces utopies pacifistes, européennes ou écologistes, la Suisse a changé, un peu.

Mais pour quel grand débat de société, la Suisse d'aujourd'hui va-t-elle s'enflammer? *gs*